

# “MIGRATIONS: LES ENJEUX!”

C'était le thème d'un colloque que l'ASTI a organisé les 18 et 19 octobre dernier, à Luxembourg-Kirchberg. Malgré l'importance du thème pour l'avenir de notre pays, cette réunion n'avait attiré que peu de “décideurs” politiques.

Les quelques “conclusions” ci-après ne peuvent évidemment pas rendre compte de la richesse des différentes interventions, mais voudraient donner envie de lire le texte intégral des exposés que l'ASTI a l'intention de publier dans les meilleurs délais.

1. Le colloque a montré la *pertinence tant du thème choisi pour cette campagne de l'ASTI que de la démarche* adoptée. L'interaction entre conférences-débats, colloque scientifique, expressions artistiques (telles que celle du théâtre Namasté), opération “Paroles et images d'avenir” (qui se développera encore jusqu'au 22 mars 2003) et actions de sensibilisation, le tout “accompagné” par un groupe de travail-recherche, réunissant pratiquement tous ceux qui travaillent sur la problématique, semble avoir fait ses preuves.

2. Si le colloque a marqué sans doute une étape importante dans cette campagne de l'ASTI, il ne saurait être considéré comme un point d'aboutissement. A vrai dire – et c'est bien qu'il en soit ainsi – il pose de *nouvelles questions* et il ouvre de *nouvelles pistes de recherche et d'action* sur les migrations dans les années qui viennent et, surtout, sur notre “VIVRE-ENSEMBLE” dans une société de plus en plus multiculturelle. Il semble souhaitable que notre pays puisse développer la prospective sur les défis scientifiques, économiques, sociaux, politiques, éducatifs et culturels que posent les migrations au Luxembourg, afin que ce phénomène ne soit plus considéré comme un problème, mais comme une potentialité extraordinaire qui s'offre à notre pays en termes de développement durable.

3. Le *défi scientifique*: si beaucoup de travaux de recherche, d'ordre tant quantitatif que qualitatif, existent, comme le colloque l'a montré, on ne peut que regretter que la *coordination* entre ces différentes recherches semble faire défaut. Il faut espérer que le programme “Vivre Demain au Luxembourg” du Fonds National de Recherche et la mise en place progressive d'un établissement public “Université de Luxembourg” (qui prévoit un Centre Interdisciplinaire consacré à

la problématique de l'INTEGRATION) vont à la fois donner une nouvelle impulsion à la recherche sur les migrations et favoriser la coordination et l'interaction entre les différents chercheurs engagés dans cette problématique.

4. Le *défi économique*: notre “modèle économique” qui, pour le moment du moins, est toujours dans une “spirale vertueuse” (Guy Schuller), mais qui montre les premiers signes du moins d'un essoufflement, continuera à avoir un *besoin vital de migrations nouvelles*. D'où viendront-elles: du Sud (comme nos “immigrés” actuels), de la Grande Région (comme nos “frontaliers”), des pays de l'Europe centrale et orientale? Contrairement à ce qui se passera pour nos partenaires de l'UE, notre pays verra augmenter non seulement la mobilité des travailleurs de pays tiers, mais continuera aussi à bénéficier de flux migratoires des autres pays européens, y compris sous la forme de “faux” frontaliers (telle est, du moins, la thèse du professeur Serge Feld). Toute maîtrise ou régulation complète de ces flux migratoires est à considérer comme illusoire. En agissant par anticipation, au lieu de réagir, on peut cependant espérer “gérer” ces “nouveaux” migrants.

5. Le *défi social*: alors que le pourcentage des “immigrés” dans la population du Luxembourg et le pourcentage des “frontaliers” dans la population active ne cessent d'augmenter, le “modèle social” luxembourgeois est manifestement à revoir, même si le Luxembourg, toujours selon le Professeur Feld, “ne subira que très faiblement le phénomène du vieillissement de la population active que connaîtront la grande majorité des autres pays européens”. Certes, l'évolution de la politique sociale et des transferts sociaux de ces dernières années de croissance économique peut être jugée globalement positive, mais qu'en sera-t-il à moyen

terme, dans une période de ralentissement économique? Comment, en face d'une société de plus en plus multiculturelle et de plus en plus éclatée, "dépasser la recherche d'une identité soi-disant commune" (Fernand Fehlen) et réussir un "vivre-ensemble" dans une société interculturelle? Comment proposer de nouveaux services et structures d'accueil aux "nouveaux" migrants, et notamment aux frontaliers et aux réfugiés?

Une *stratégie offensive de cohésion sociale*, comprise comme un ensemble de valeurs partagées, d'un discours commun et d'une politique de réduction des écarts des richesses et des revenus (cfr Judith Maxwell), doit sans doute être multi-dimensionnelle, s'attaquant notamment aux déficits démocratiques, aux échecs scolaires des enfants d'immigrés, aux problèmes d'aménagement du territoire et de gestion du trafic et à la trop grande dépendance de notre économie de la santé de la place financière. Les simples extrapolations statistiques à partir de la situation d'aujourd'hui ne nous font guère avancer: il convient d'*engager résolument une réflexion créative sur d'autres modèles possibles*.

6. *Le défi de la formation*: là aussi, le "modèle luxembourgeois", au plus tard depuis la publication de l'étude PISA, est mis à mal. Aujourd'hui, notre système scolaire paraît comme largement inadapté aux enjeux de formation et de vie en société, pas seulement pour les "immigrés", mais aussi pour les "Luxembourgeois". Ce système scolaire semble aussi être "plombé" par la question linguistique. Une vraie "*politique linguistique*" (Martine Neyen) pourrait faire de la langue luxembourgeoise l'un des éléments d'une intégration réussie, au lieu de servir surtout à l'exclusion des non-luxembourghophones.

Ce défi éducatif est aussi un défi pour la *future Université de Luxembourg*. Si la "Luxembourg School of Finance" est une première réponse à certains nouveaux défis de la formation, elle ne devrait pas rester isolée et limitée au seul secteur économique-bancaire. Par ailleurs, une "Open University", intégrée dans la future Université de Luxembourg, pourrait participer à l'"empowerment"/responsabilisation des acteurs de notre société qui est devenu l'un des enjeux centraux d'une citoyenneté participative et dynamique.

Enfin, le défi éducatif ne saurait être valablement relevé sans une *politique de développement culturel*, favorisant la reconnaissance de l'Autre et l'interculturalité. Il est intéressant de noter, à ce sujet, que le premier Centre Culturel dont se dote l'Etat luxembourgeois (dans l'ancienne Abbaye de Neumunster) aura comme thème central "dialogue des cultures et culture du dialo-

gue" et que notre pays, dans le projet de la "ville européenne de la culture 2007", lequel sera inter-régional, s'est proposé pour traiter la thématique des migrations.

7. *Le défi politique*, finalement, qui devrait "cadrer" tous les autres. La classe politique, qui semble de moins en moins "représentative" en tout cas de la population active, apparaît comme "déconnectée" des enjeux politiques réels. En focalisant le débat politique sur certains thèmes seulement (comme la "Rentengerechtigkeet", "le Luxembourg des 700.000 habitants en 2050" et la double-nationalité), en le traitant presque exclusivement à travers la loupe nationale, alors qu'il doit inclure d'autres niveaux (comme celui de la Grande Région, de l'Europe, voire celui de la mondialisation/globalisation) et en fermant largement le débat à la société civile, les partis politiques ne permettent guère d'ouvrir, autour de ces enjeux essentiels pour notre avenir, un large débat, dans un "espace public" qui pourrait promouvoir une authentique "*Streitkultur*" (telle que préconisée par notre Premier Ministre) et qui nous permettrait de dépasser le "consensualisme en terre luxembourgeoise" (Claude Wey), sans doute plus adapté à nous permettre de "bleiwe waat mir sin" qu'à nous préparer à des mutations, notamment dans les mentalités et dans les comportements, devenues indispensables dans une société de plus en plus globalisée et rapide.

Ici, il s'agit, tout simplement, de *réinventer la démocratie*, notamment en promouvant cet "*espace public*", en développant une *citoyenneté participative* et en mettant en place une *nouvelle "gouvernance"*, réussissant une interaction dynamique entre secteurs et acteurs publics, civils et privés. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la marge du politique reste importante pour réussir une telle démarche; encore faudrait-il que la volonté et l'ambition politiques soient à la hauteur de l'enjeu!

8. *Quel suivi* pour cette campagne de l'ASTI? S'il est souhaitable que l'ASTI poursuive ses réflexions et actions de sensibilisation autour du thème des "migrations", le débat devrait sans doute "remonter" maintenant vers d'autres "espaces" plus politiques et devrait trouver sa place, p.ex., dans un rapport spécifique du Conseil Economique et Social ou du futur Conseil Supérieur du Développement Durable, rapports suivis par un grand débat à la Chambre des Députés et au niveau de la Grande Région (qui deviendra sans doute, dans les années qui viennent, l'espace où il conviendrait de discuter de tels problèmes).

**Raymond Weber**

Chargé de mission au Centre Universitaire de Luxembourg